



HAL
open science

Parler des phénomènes "populistes" en France et en Allemagne. Perspectives en sciences sociales

Wiebke Keim

► **To cite this version:**

Wiebke Keim. Parler des phénomènes "populistes" en France et en Allemagne. Perspectives en sciences sociales. Peuples et populismes, identité et nation. Quelle contribution à la paix ? Quelles perspectives européennes ?, 2020. halshs-03094095

HAL Id: halshs-03094095

<https://shs.hal.science/halshs-03094095>

Submitted on 4 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Parler des phénomènes « populistes » en France et en Allemagne. Perspectives en sciences sociales

Wiebke KEIM

Chercheure CNRS à SAGE (Société, Acteurs, Gouvernement en Europe), Université de Strasbourg

In: Dembinski, Paul H.; Feix, Marc; Thiel, Marie-Jo (éd.) *Peuples et populismes, identité et nation. Quelle contribution à la paix ? Quelles perspectives européennes ?* Presses universitaires de Strasbourg (coll. Chemins d'éthique): 131-146

Cette contribution s'interroge sur les manières dont on parle des phénomènes dits « populistes de droite », les façons dont on les classe ainsi que des enjeux des choix terminologiques en question. Les termes « peuple » et « populisme » n'ont pas les mêmes connotations en France et en Allemagne, et les traditions en sciences sociales qui s'y adressent divergent sur certains points. Dans un deuxième temps, cet article présente une critique du terme « populisme de droite » pour désigner les partis en questions, tels que le Front National/Rassemblement National (ici: FN) en France, et l'Alternative für Deutschland (AfD) en Allemagne. Ces deux parties du texte vont mobiliser un retour aux théories du fascisme d'entre-deux-guerres. La troisième partie évoque les références des « populistes de droite » à la démocratie. Je poursuis une perspective historique quand je discute des rapports entre partis dits populistes de droites et leurs soutiens dans la quatrième partie du texte. La conclusion propose trois alternatives au concept de « populisme de droite », à savoir les concepts de « *authoritarian restoration* », de « *far right* », et de postfascisme.

1. « Peuple » et « populisme »: connotations différentes en France et en Allemagne

Les sciences sociales ont produit des définitions génériques telles que celle de « parti populiste radical de droite »¹. Mudde définit ces partis en premier lieu par le critère de leur noyau idéologique « nativiste », à savoir l'idéologie suivant laquelle un État doit être habité exclusivement par les membres du groupe natif (la « nation »). Les éléments non natifs, que ce soient des personnes ou des idées, seraient fondamentalement menaçants pour l'État-nation. Une définition élargie, d'après Mudde, doit inclure par ailleurs les critères d'autoritarisme, dans le sens de l'École de Francfort, et de populisme. Il entend par « populisme » une idéologie selon laquelle la société serait divisée en deux groupes homogènes et antagonistes, à savoir le « peuple pur » et les « élites corrompues ». Dans une démocratie populiste, la « volonté générale » du peuple est élevée au-dessus des garanties constitutionnelles ou des droits de l'homme, par exemple². Une telle définition générique est indispensable afin de mener à bien des travaux comparatifs incluant plusieurs cas d'étude. Ils font donc nécessairement abstraction des spécificités qui caractérisent chaque cas particulier. Le fait de vivre et de travailler à cheval entre deux pays, la France et l'Allemagne, m'a sensibilisée aux divergences entre traditions de débat autour des notions de « peuple » et de « populisme ». Cette contribution expose les spécificités allemandes et françaises et restitue les contextes nationaux du débat dans ces deux pays.

¹ Cas MUDDE, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

² *Ibidem*, p. 22–23.

La notion de « Volk » en Allemagne

L'Allemagne d'aujourd'hui connaît deux versions du concept de « peuple » (Volk): la notion historique du « peuple » dans sa conception national-socialiste dont les connotations restent très fortes (1); ainsi que le « peuple » des mouvements de résistance contre le régime en RDA qui mena à la chute du mur (2). La Alternative für Deutschland (AfD), ce parti politique récent communément classifié « populiste de droite », et le mouvement social Pegida (Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes ou Européens Patriotiques contre l'Islamisation de l'Occident) sont ancrés dans des milieux sociaux et politiques similaires. Ils jouent sur les deux registres, ce pour quoi il convient de problématiser les deux conceptions.

1) Le peuple dans sa conception raciale

« Volk » dans le sens de la « Volksgemeinschaft » (la communauté du peuple), accompagné de son adjectif « völkisch », comporte de fortes connotations associées directement avec la période national-socialiste et son imaginaire racial. Faire appel au « Volk » dans sa conception « völkisch » reste donc fortement problématique vu le passé du pays. Cette notion du peuple fait référence à une vision organiciste de la « Volksgemeinschaft », c'est-à-dire que le peuple est imaginé comme un organisme, comme un corps vivant, avec tout ce que cette métaphore implique³. Des traditions discursives et scientifiques lient cette conception du peuple à l'eugénisme. Au cœur de ce dernier est l'idée de la « santé du peuple » qui évoque également le danger de « contamination » de sa pureté raciale. Ce danger supposé a été à l'origine des politiques national-socialistes d'épuration. L'idée organiciste du « peuple » a donc également des conséquences pour la conception du rôle de la femme allemande, blanche, comme vectrice ou gardienne de la race⁴.

L'idée du « peuple sans espace » (Volk ohne Raum), également liée à cette conception, justifiait la politique d'agression impérialiste nazie, les phantasmes d'une colonisation de l'Europe de l'Est, de la Russie, de l'Afrique et ultimement du monde entier. La tradition idéologique allemande autour du concept du « peuple » aboutit donc, dans les années 1930, à une combinaison rationalisée, « scientifique » d'approches biologistes, genrées, raciales et territoriales. Leur fusion produit l'illusion d'un rapport organique ou même d'une identité entre les concepts de Volk, culture, nation, État et territoire⁵. Parler du peuple en Allemagne reste difficile jusqu'à aujourd'hui du fait de ces connotations, sur lesquelles l'AfD joue explicitement.

2. « Wir sind das Volk! »/« Nous sommes le peuple »

³ Sur les métaphores de la société et la vision organicistes voir Tobias SCHLECHTRIEMEN, « Metaphern als Modelle. Zur Organismus-Metaphorik in der Soziologie », dans Ingeborg REICHLE, Steffen SIEGEL et Achim SPELTEN, (dir.), *Visuelle Modelle*, München, Fink, 2008, p. 71–84.

⁴ Pour une discussion élaborée de cet héritage, voir Wiebke KEIM, « Colonialism, National-Socialism and the Holocaust », dans Ari SITAS, Wiebke KEIM, Sumangala DAMODARAN, Nicos TRIMIKLIOTIS et Faisal GARBA, (dir.), *Gauging and engaging deviance, 1600-2000*, New Delhi, Tulika Books, 2014, p. 109–188.

⁵ *Ibidem*, p. 130–131.

Le slogan « Wir sind das Volk! » dont la généalogie remonte à la période révolutionnaire de 1848 rassemblait l'opposition contre le régime en RDA, ce qui correspond à la deuxième conception du terme « peuple » en allemand. Ce slogan a été scandé pendant les « manifestations des lundis » en 1989 et 1990 à l'encontre du gouvernement et des forces de l'ordre. Au cours des événements, il a été modifié en « Wir sind ein Volk! » (Nous sommes un peuple), afin de motiver les forces de l'ordre de rejoindre le mouvement contestataire au lieu de le réprimer. Cette nouvelle version a également été interprétée, en RFA, comme un indice de la volonté de réunification.

Ce slogan a été repris par Pegida, mouvement social de droite opposé à « l'Islamisation de l'Occident » supposée. Pegida, au cours de son évolution, a connu des convergences importantes aussi bien avec l'AfD qu'avec divers mouvements d'extrême droite et identitaires⁶. Par le slogan « Nous sommes le peuple », Pegida s'est donc arrogé la représentation du peuple⁷. Un slogan dont la notion de « peuple » était émancipatrice et inclusive a ainsi été transformé en une injonction à la solidarité non inclusive, mais exclusive. Cette dernière s'oriente non seulement contre le gouvernement en place et les élites politiques, mais contre tous ceux qui ne font pas légitimement partie du peuple.

La notion de « classe populaire » en France

Dans les sciences sociales françaises, le débat autour du populisme a été fortement influencé par l'ouvrage d'Annie Collovald « Le populisme du FN, un dangereux contresens » (2004). Il convient donc de consacrer un petit moment à cet ouvrage dont l'argumentation paraît importante pour le débat autour de peuples et populismes. Le livre est paru dans le contexte des élections présidentielles de 2002. Le terme de « populisme » occupe depuis ces années une place prédominante dans les commentaires politiques, lorsqu'il s'agit du Front National, jusqu'alors désigné comme un parti d'extrême droite. On lisait dans la presse, après ces élections, des commentaires tels que « Ce sont pour l'essentiel les milieux populaires, ouvriers, employés, petits commerçants et artisans, chômeurs qui manifestent ainsi leur sentiment d'exclusion, de mise à l'écart et d'abandon par le reste de la société », « Le Pen fait un tabac chez les couches populaires », ou encore « Plus le niveau de culture est élevé, plus on est à l'abri d'un vote Le Pen »⁸. Collovald rétorque : « La cause semble entendue : les groupes populaires se sont massivement ralliés au FN, le FN est bien un populisme »⁹. De façon très particulière, et dans le débat international peut-être même unique, la définition de « populisme » est ici directement liée à l'électorat du parti. Ceci relève de la spécificité terminologique française, où la catégorie historique de « classe ouvrière » a été

⁶ Jörg M. DOSTAL, « The Pegida Movement and German Political Culture: Is Right Wing populism here to stay? », *The Political Quarterly*, tome 86, n° 86/4, 2015, p. 523–531 ; Gwenola SEBAUX, « Pegida: émergence, sens et influence d'un mouvement identitaire (trans)national dans l'espace public allemand », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 48, n° 48/2, 2016, p. 387–399 ; Jens KORSCH, « Natürliche Verbündete? Die Pegida-Debatte in der AfD zwischen Anziehung und Ablehnung », dans Alexander HÄUSLER, (dir.), *Die Alternative für Deutschland. Programmatik, Entwicklung und politische Verortung*, Wiesbaden, Springer VS, 2016, p. 111–134.

⁷ Sabine VOLK, « "Wir sind das Volk!" Representative Claim-Making in Pegida's Populist Discourse » ; Master of Arts Thesis, Rijksuniversiteit Groningen/University of Strasbourg, 2017.

⁸ Annie COLLOVALD, *Le "populisme du FN". Un dangereux contresens*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant (coll. « Savoir-agir »), 2004, p. 8.

⁹ *Ibidem*, p. 8.

remplacée par celle de « classes populaires » ou de « milieux populaires »¹⁰. D'après Collovald, le problème de ce choix terminologique est que « [a]lors même qu'elle propose une nouvelle classification du FN, bien plus floue et bien moins stigmatisante que les précédentes labellisations de fascisme ou d'extrême droite auxquelles elle se substitue, la désignation rend licites des verdicts d'une extrême violence contre les groupes populaires ayant apporté leur voix à ce parti »¹¹.

Ceci correspondrait en même temps à une forte désillusion de la part des intellectuels de gauche. D'après leur imaginaire, les classes dites populaires auraient été fortement politisées à gauche, auraient adhéré par un lien presque naturel au Parti Communiste, et se seraient maintenant converties au FN sous le choc de la mondialisation. Collovald révèle qu'il ne s'agit ici que de mythes, chers aux intellectuels de gauche. Le PCF aussi bien que le FN ont toujours eu des électorats multiples, aucun des deux n'a jamais vraiment été le « parti des ouvriers » ou le « parti du peuple/des classes populaires ». En revanche, ces mythes révèlent, d'après l'auteure, certains intérêts intellectuels et politiques. Elle s'interroge donc, et c'est tout l'objectif de son ouvrage, sur les raisons de cette nouvelle attention aux électeurs et non plus aux porte-parole politiques: « Ces questions obligent à découvrir que le "populisme du FN" ne fait pas qu'assimiler les groupes populaires à l'extrême droite: il autorise un nouveau dicible sur le "peuple" qu'il était auparavant impensable d'exprimer publiquement (...) »¹². Parler du populisme du FN autorise un nouveau moralisme anti-populaire dans les milieux savants et politiques, car il permet des usages spécifiques. Il impose, en fait, « un autre principe de légitimité politique, celui de l'expertise politique, contre celui de la représentation politique (l'autorité politique, la délégation, les mandats électifs) »¹³.

Collovald explique: « En faisant de l'expertise une vertu scientifique et démocratique, les intellectuels politiques auxquels appartiennent les savants mobilisés dans l'interprétation du FN délégitiment tous ceux pour qui le "peuple" est une cause à défendre au profit de la légitimation de ceux pour qui le "peuple" est un problème à résoudre. En ce sens, le terme de "populisme", du moins tel qu'il est employé par ceux qui en font usage à propos du FN, n'est pas innocent. Il rend licite le retour d'une vision réactionnaire des plus démunis et de ceux qui s'en font les porte-parole, mais déniée par son habillage de vertu démocratique et de science empirique. La conception du FN en termes de "populisme" est également très lourde de conséquences sur la compréhension des rapports des groupes populaires au politique, sur la perception exacte de ce que représente le parti frontiste et sur les causes de la vulnérabilité de la démocratie »¹⁴. Au cours du débat un accord commun s'installe: dans le cas du populisme de droite, il s'agit bien du peuple, « et d'un peuple naturellement perturbateur de l'ordre démocratique ». Le peuple devient alors problème, le seul problème de la stabilité démocratique.

Collovald critique cette conception comme relevant d'une logique à son tour réactionnaire. D'abord, elle fait disparaître les différences entre gauche et droite politique. Elle la remplace par deux nouvelles différences: celle entre bons citoyens et mauvais citoyens (en fonction de leur origine socio-économique et de leur niveau d'éducation), et celle entre bons et mauvais hommes politiques,

¹⁰ Yasmine SIBLOT, Marie CARTIER, Isabelle COUTANT, Olivier MASCLÉ et Nicolas. RENAHY, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin (coll. « Collection U. Sociologie »), 2015.

¹¹ Cf. Annie COLLOVALD, *op. cit.* note 8, p. 10.

¹² *Ibidem*, p. 12.

¹³ *Ibidem*, p. 17.

¹⁴ *Ibidem*, p. 18.

en fonction de leur accord avec ce nouveau réalisme. Or, « [n]e pas prendre en compte l'enjeu politique concret que représentait (et représente toujours) "l'appel au peuple" (ou la mobilisation politique des groupes populaires), c'est évacuer toute l'histoire sociale et politique de la construction de la démocratie à laquelle ont contribué les groupes populaires en en payant souvent le prix fort. Du même geste, se trouvent évacuées les controverses scientifiques portant sur la définition de la démocratie »¹⁵.

Désormais, la démocratie représentative est définie de façon restrictive comme une forme de démocratie où les représentants du peuple sont issus des élites, où la politique se professionnalise, où la distance entre électeurs et élus s'agrandit. Démocratie ne veut plus dire que le peuple exerce le pouvoir. L'idée de démocratie se trouve réduite à l'idée que la compétition politique pour l'exercice du pouvoir se réalise sous forme de concurrence ouverte.

À leur tour, les hauts responsables du FN se trouvent assimilés, contre toute évidence empirique (ils sont, pour une bonne partie, issus des classes supérieures), à leur électorat populaire. Par ailleurs, on trouve parmi eux des experts en pratiques antidémocratiques. Ceci ressort de leurs biographies de militants dans divers groupes radicaux tels que l'Algérie française voire l'Organisation de l'Armée Secrète, le comité Tixier Vignancourt, Ordre Nouveau, le Groupe Union Défense inscrit dans le milieu étudiant, ou le Comité des Traditionalistes Chrétiens. Collovald présente donc une critique importante du terme « populisme » pour classer le parti du FN. Sa contribution au débat a eu un fort impact sur la scène française de recherche en sciences sociales autour du Front National et de ses électorats et ses soutiens.

Plus généralement, la recherche en France met l'accent souvent sur les soutiens, les bases électorales et organisationnelles du « populisme de droite », ainsi que sur les enjeux de sa montée pour la démocratie. Les sciences sociales focalisent tout particulièrement le parti politique FN (aujourd'hui RN) qui a depuis sa création dominé la scène politique d'extrême droite, au dépit d'autres structures organisationnelles et leurs ramifications. En Allemagne, en revanche, il s'agit souvent de retracer les filiations du « populisme de droite », notamment concernant son aspect « völkisch ». Les enjeux pour la démocratie ainsi que l'existence de parallèles, ou non, entre la phase actuelle et l'entre-deux-guerres restent des questions pertinentes du côté allemand également. L'AfD est un très jeune parti qui a par ailleurs pris un virage qui n'était pas à prévoir dès sa fondation. Par conséquent, la recherche en Allemagne sur l'AfD ne fait que débiter. En revanche, les sciences sociales allemandes ont plus insisté sur les structures sous forme de réseaux en deçà de la forme organisationnelle partisane.

2. Critiques du terme « populisme de droite » pour désigner le FN et l'AfD

Mise à part la critique présentée par Collovald, celle d'une logique réactionnaire à l'œuvre dans la classification du FN comme parti populiste, le terme comporte également un risque de minimisation du phénomène: « Le "populisme" tend, à l'inverse de l'ancienne labellisation de fasciste, à réinsérer le FN dans le jeu politique, même si c'est pour le mettre à ses marges, et à faire voir en lui une simple droite radicale ou une droite populaire et autoritaire sans affinité ou sans filiation avec une extrême

¹⁵ *Ibidem*, p. 99.

droite déloyale à l'égard de la démocratie »¹⁶. Dans ce sens, désigner le FN comme un parti populiste rend compte du succès de la stratégie de dédramatisation entamée par Marine Le Pen depuis qu'elle a pris la succession de son père à la tête du parti¹⁷.

Tout au contraire, il paraît problématique de vouloir donner l'impression que les partis dits « populistes » d'aujourd'hui n'ont plus de points en commun avec l'héritage fasciste ou nazi. En effet, de multiples liens et continuités peuvent être retracés, au niveau de leur personnel, des carrières, des structures organisationnelles ou encore de la tradition idéologique et de la circulation des idées¹⁸.

Au-delà de cette critique du découplage de l'héritage extrémiste, il est également nécessaire de se rendre compte d'un problème plus fondamental dans la volonté de vouloir distinguer le populisme de droite d'aujourd'hui du fascisme ou du nazisme d'entre-deux-guerres, et de le faire paraître comme un phénomène politique plus « soft ». Il s'agit, en effet, d'une distinction ratée. La tentative de vouloir distinguer les populismes d'aujourd'hui des fascismes historiques échoue au niveau du critère de « populisme » du fait que le fascisme lui-même était bien un populisme. Le concept de populisme apparaît dans une bonne partie des théories du fascisme, notamment dans la définition minimale proposée par Griffin qui conçoit le fascisme essentiellement comme une idéologie¹⁹. D'après lui, le fascisme est « un genre d'idéologie politique dont le fondement mythique réalisé au travers de différentes permutations constitue une forme palingénésique d'ultranationalisme populiste »²⁰. Vouloir décortiquer cette définition en entier mènerait trop loin ici. Il suffit de constater que le concept de « populisme » y occupe une place centrale, qu'elle fait partie des éléments à réunir au minimum afin de pouvoir parler de fascisme. Chez Griffin populisme se réfère de façon générique à des forces politiques qui dépendent du « pouvoir populaire » (« people

¹⁶ *Ibidem*, p. 53. On trouve d'ailleurs également le jugement inverse dans la littérature, à savoir que la comparaison des partis populistes actuels avec les partis plus spécifiquement d'extrême droite peut aboutir à la conclusion que les partis populistes seraient plus susceptibles de répéter le succès du fascisme historique, car les partis d'extrême-droite (tel que le NPD allemand) sont souvent plus marginalisés: Walter BAIER, « Europe on the Precipice: The Crisis of the Neoliberal Order and the Ascent of Right-Wing Populism », *New Labor Forum*, tome 25, n° 25/3, 2016, p. 48–55.

¹⁷ Caroline FOUREST et Fiammetta VENNEN, *Marine Le Pen, l'héritière*, Film Documentaire, France 3, 2011 ; Sylvain CREPON, Alexandre DEZE et Nonna MAYER, *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, SciencesPo Les Presses (coll. « Domaine Fait politique »), 2015 ; Alexandre DEZE, « Le changement dans la continuité: l'organisation partisane du Front National », *Pouvoirs*, tome 157, n° 157/2, 2016, p. 49–62.

¹⁸ Wiebke KEIM, « Authoritarian restoration », dans Ari SITAS, Wiebke KEIM, Sumala DAMODARAN, Nicos TRIMIKLINIOTIS, Faisal GARBA et Amrita PANDE, (dir.), *Scripts of Defiance*, forthcoming ; Valérie IGOUNET, *Le Front National de 1972 à nos jours: le parti, les hommes, les idées*, Paris, Le Seuil, 2014 ; Benjamin STORA, « L'onde de choc des années algériennes en France: L'Algérie Française' et le Front National », *Esprit* 237, tome 11, n° 11/Nov., 1997, p. 13–28 ; Cf. Benjamin STORA, *op. cit.* note 18.

¹⁹ Différents des conceptions praxéologiques (Robert O. PAXTON, « The five stages of fascism », *The Journal of Modern History*, tome 70, n° 70/1, 1998, p. 1–23 ; Robert PAXTON, *The anatomy of fascism*, New York, Alfred A. Knopf, 2004) ou combinant idéologie et formes de l'organisation et de la pratique politique (Michael MANN, *Fascists*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004). Pour une vue d'ensemble des différentes théories du fascisme, voir Aristotle A. KALLIS, *The fascism reader*, London, New York, Routledge, 2003 ; Sven REICHARDT, « Was mit dem Faschismus passiert ist. Ein Literaturbericht zur internationalen Faschismusforschung seit 1990, Teil 1 », *Neue Politische Literatur*, tome 49, n° 49, 2004, p. 385–406.

²⁰ Roger GRIFFIN, *The nature of fascism*, London, Pinter, 1991, p. 26, traduction française tirée de Emilio GENTILE, « Fascisme, totalitarisme et religion politique: définitions et réflexions critiques sur les critiques d'une interprétation », *raisons politiques*, tome 22, n° 22/2, 2006, p. 119–173, p. 132.

power ») comme base de leur légitimité²¹. La contradiction que l'auteur constate entre rhétorique et intention populiste d'une part, pratiques souvent élitistes d'autre part, vaut pareillement pour les partis dits « populistes de droite » d'aujourd'hui. Le fascisme historique était donc bien un populisme, et par conséquent, vouloir distancier les partis populistes de droite actuels de leurs prédécesseurs historiques, à travers le terme « populisme » est voué à l'échec. Je reviendrai dans la conclusion à la question de savoir quel terme paraîtrait plus approprié que celui de « populisme de droite » pour caractériser des partis tels que le FN ou l'AfD.

3. Populisme de droite et démocratie — enjeux conceptuels et historiques

Le rapport de la droite dite populiste à la démocratie est ambigu et complexe. Dans une comparaison entre fascismes historiques et populistes de droite actuels, on trouve des conclusions parfois très optimistes, telle celle de la part de Berman :

« But if the similarities are striking, the differences are even more so. Most obvious, today's extremists claim they want not to bury democracy but to improve it. They critique the functioning of contemporary democracy but offer no alternative to it, just vague promises to make government stronger, more efficient, and more responsive. Current right-wing extremists are thus better characterized as populist rather than fascist, since they claim to speak for everyday men and women against corrupt, debased, and out-of touch elites and institutions. In other words, they are certainly antiliberal, but they are not antidemocratic »²².

L'auteur conclut que les extrémistes de droite d'aujourd'hui ne veulent pas, contrairement aux fascistes d'entre-deux-guerres, abolir la démocratie, mais l'améliorer. C'est d'ailleurs ce qu'ils proclament souvent dans leurs programmes électoraux. Puisqu'ils prétendent représenter, donner une voix aux gens ordinaires, au « peuple » contre les institutions et les élites distancées de ce peuple, ils sont mieux caractérisés de populistes que d'extrême-droite. Berman concède qu'ils sont antilibéraux, mais ne les considère pas pour autant comme antidémocratiques.

Il s'agit là d'un jugement qui fait preuve d'une mémoire courte. La revendication d'une vraie démocratie, d'une meilleure démocratie ne peut paraître paradoxale, de la part de partis tels que le FN ou l'AfD, qu'à première vue. En effet, il y a un héritage profond d'un discours autour de la « vraie démocratie » dans l'extrême droite qui remonte jusqu'au nazisme. Gideon Botsch a décelé ces filiations avec beaucoup de précision historique²³. On peut déduire, de ses analyses d'une tradition idéologique historique, que la stratégie des leaders de droite est en accord avec cet héritage national-socialiste. La revendication d'une « vraie démocratie » est orientée contre la démocratie libérale, plurielle et représentative et vers un leader charismatique qui représente, ou plus qu'il ne représente, il incarne le destin de la nation et la volonté du peuple. « Démocratie directe » ou « véritable démocratie » dans ces discours se réfèrent à ce lien direct, exclusif entre un leader et son peuple. Ce lien doit être libéré des obstacles bureaucratiques, des procédures démocratiques, de la nécessité de faire des compromis, des garanties constitutionnelles, etc.

²¹ Cf. Roger GRIFFIN, *op. cit.* note 20, p. 36.

²² Sheri BERMAN, « Populism is not Fascism. But it could be a harbinger », *Foreign Affairs*, tome 95, n° 95/6, 2016, p. 39–44, p. 43.

²³ Gideon BOTSCH, *Wahre Demokratie und Volksgemeinschaft. Ideologie und Programmatik der NPD und ihres rechtsextremen Umfelds*, Wiesbaden, Springer VS (coll. « Edition Rechtsextremismus »), 2017.

En différence avec les fascismes historiques, les partis en question aujourd'hui s'opposent par ailleurs aux cadres transnationaux, notamment européens, super imposés au cadre national, en réclamant plus de souveraineté nationale²⁴. C'est dans ce sens également qu'il faut entendre leur appel au renforcement des États-nations contre l'Union européenne, car c'est l'État-nation qui représente, pour eux, le seul garant de cette « véritable démocratie ». L'Union européenne, tout au contraire, serait orchestrée par des élites cosmopolites, à l'opposé des patriotes, par des bureaucrates et des experts, et elle serait soumise à l'économie et à la finance globale²⁵.

Par ailleurs, il s'avère que le fonctionnement interne des partis dits populistes est souvent fortement antidémocratique. Leur forme organisationnelle est construite autour d'un leadership fort, personnalisé, plutôt que d'être basée sur la participation citoyenne ou un modèle de démocratie organisationnelle de base²⁶. Le lien plébiscitaire revendiqué renforce un leader individuel plutôt que le peuple, dans un sens large aussi bien qu'étroit. Les leaders en question, à travers un discours anti-establishment, dans leur appel au peuple, manipulent plutôt qu'ils n'engagent ce peuple.

4. Comprendre les soutiens des partis dits populistes de droite, quelques données empiriques

La littérature le confirme, le FN ou l'AfD ne sont ni des partis des classes populaires, ni du Mittelstand, ni des exclus ou des démunis, ni du périurbain, simplement. Les deux partis comptent avec des électorats multiples. Afin de comprendre leurs succès récents, il faut essayer de comprendre trois choses.

Il faut d'abord se rendre compte du niveau des cadres ainsi que d'une partie des militants engagés. Collovald a démontré pour le FN l'expérience de ses cadres dans divers groupes et organisations d'extrême droite ou d'héritage colonial, tel que l'OAS ou Ordre Nouveau. Il en est de même pour l'AfD. Rien ne prédisait son avenir de « parti populiste » quand il a été fondé en tant que parti professoral, très théorisé. Il représentait alors clairement les intérêts du *Mittelstand* allemand. Les membres de ce dernier se conçoivent eux-mêmes comme les « Leistungsträger », les vecteurs de la performance dans le pays, mécontents avec la gestion des crises financières et de l'Euro en 2008 et en 2015²⁷. Entretemps, le parti a été saisi, en espace de très peu de temps, par des réseaux préexistants qui tracent leurs parcours historiques jusqu'avant 1945 pour une bonne partie. C'est le cas des cercles intellectuels de la *Gildenschaft* ou des milieux de partis d'extrême droite antérieurs (NPD notamment). Ces réseaux de droite incorporent l'héritage de l'entre-deux-guerres. Leurs

²⁴ Pour le FN, voir Cf. Walter BAIER, *op. cit.* note 16; pour l'AfD voir Torsten OPPELLAND, « Alternative für Deutschland », Bundeszentrale für Politische Bildung, Bonn, 2017, <http://www.bpb.de/politik/grundfragen/parteien-in-deutschland/211108/afd> (15.11.2018).

²⁵ Frank DECKER, « Die » Alternative für Deutschland « aus der vergleichenden Sicht der Parteienforschung », dans Alexander HÄUSLER, (dir.), *Die Alternative für Deutschland. Programmatik, Entwicklung und politische Verortung*, Wiesbaden, Springer VS, 2016, p. 7–24, p. 11.

²⁶ Donatella DELLA PORTA, « Progressive and regressive politics in late neoliberalism », dans Heinrich GEISELBERGER, (dir.), *The great regression*, Cambridge, Polity press, 2017, p. 26–48, p. 34.

²⁷ Justus BENDER, *Was will die AfD? Eine Partei verändert Deutschland*, München, Pantheon, 2017 ; Alban WERNER, *Was ist, was will, wir wirkt die AfD?*, Köln, ISP Verlag, 2015 ; Alexander HÄUSLER, (dir.), *Die Alternative für Deutschland. Programmatik, Entwicklung und politische Verortung*, Wiesbaden, Springer VS, 2016, en particulier Frank DECKER, « Die » Alternative für Deutschland « aus der vergleichenden Sicht der Parteienforschung », dans Alexander HÄUSLER, (dir.), *op. cit.* note 25.

idéologues ont attendu depuis longtemps cette occasion d'un nouveau parti politique comme aile parlementaire de leurs ambitions politiques²⁸.

Ensuite, il faudrait comprendre les raisons pour lesquelles certaines populations qui ne partagent pas forcément le programme FN ou AfD en son entièreté décident de voter pour ces partis. Ici, les études quantitatives électorales ou d'opinion restent très maigres quant à une véritable compréhension du phénomène. Les études qualitatives approfondies, qui ne révèlent jamais qu'une petite portion de la réponse, sont néanmoins plus révélatrices. C'est le cas de l'autobiographie d'Eribon²⁹, celle d'un sociologue qui revient dans sa ville natale, Reims, et dans son entourage d'enfance, les milieux populaires. Quant à la politisation et au positionnement électoral de sa famille, il constate leur affiliation ancienne au Parti communiste, mais sans pour autant partager les grandes visions révolutionnaires du PCF. Leur loyauté change à partir des années 1980, en faveur d'un vote Front National. Ces souvenirs familiaux sont surtout révélateurs des divergences dans les attentes des électeurs de gauche issus des classes populaires et celle des militants gauchistes. Depuis toujours, en fait, pour les électeurs, l'amélioration des conditions de vie immédiates passe avant la stratégie révolutionnaire des gauchistes. L'arrivée au pouvoir des socialistes en 1981 et la participation du PCF au gouvernement sont accompagnées d'une stratégie politique et discursive qui consiste à éviter le grand thème mobilisateur de la lutte des classes. Ce refus de la part des partis de gauche de problématiser la société en ces termes mène à la déception des classes populaires avec ce gouvernement. Par la suite, on observe la désaffection progressive des classes populaires des partis de gauche et leur retournement vers l'extrême droite. L'ouvrage d'Eribon est donc surtout révélateur quant aux responsabilités des partis de gauche et des intellectuels de gauche pour la montée des populistes de droite. La même chose est observable en Allemagne à la suite de l'Agenda 2010 du gouvernement Schröder du parti social-démocrate (SPD).

Deux autres travaux ethnographiques donnent sens au vote FN par rapport aux réalités vécues par un groupe professionnel d'une part, par un type sociogéographique et résidentiel spécifique d'autre part. Une enquête en immersion auprès des pompiers³⁰ permet d'ancrer le vote FN, relativement élevé parmi les pompiers, dans leur vie professionnelle et privée quotidienne. Les pompiers incarnent à la fois la « main gauche » (aide et assistance) et la « main droite » (ordre et sécurité) de l'État. Ils sont eux-mêmes de plus en plus inexorablement précarisés ou mis en danger. Les conversations avec eux révèlent que cette expérience professionnelle joue un rôle important pour leur politisation. Par ailleurs, ils ont des soucis personnels, notamment résidentiels: on se loge dans un quartier respectable mais jamais loin des mauvais quartiers. L'éducation de leurs enfants les inquiète tout particulièrement: eux-mêmes occupent des métiers techniques et sont fiers de s'en sortir plutôt bien financièrement. Mais ils sont conscients du besoin d'une bonne éducation pour leurs enfants et savent qu'ils ne peuvent pas les soutenir suffisamment pour garantir la réussite scolaire. De plus, leurs enfants sont parfois les seuls enfants blancs en classe et souffrent de ce statut. La promesse de priorité nationale et le discours d'ordre et de sécurité que propose le FN séduisent donc certains pompiers.

²⁸ Andreas KEMPER, *"Die neurotische Phase überwinden, in der wir uns seit siebzig Jahren befinden"*. Zur Differenz von Konservatismus und Faschismus am Beispiel der 'historischen Mission' Björn Höckes (AfD), Jena, 2016.

²⁹ Didier ERIBON, *Retour à Reims*, Paris, Fayard (coll. « À venir »), 2009.

³⁰ Romain PUDAL, *Retour de flammes. Les pompiers, des héros fatigués ?*, Paris, La Découverte, 2016.

Une ethnographie dans une commune du périurbain Lyonnais³¹ permet de creuser la question du vote périurbain, relativement favorable au FN. Cette commune a réussi à attirer des emplois industriels, entre autres grâce aux qualités de « bons ouvriers » qu'elle voit en sa population. Une composante importante de la politique d'apaisement social et politique que la commune a menée depuis plusieurs décennies était le développement d'un parc résidentiel pavillonnaire à destination des familles populaires. La main-d'œuvre est motivée, entre autres par le remboursement des prêts et la qualité de vie dans ce parc pavillonnaire. Au niveau de la vie sociale, le maintien de formes d'organisation et d'activités sociales, culturelles et sportives largement apolitiques contribue au découragement du syndicalisme dans la commune.

En regardant de près les questions qui politisent l'opinion dans cette commune, il s'avère que ce sont des thèmes tels qu'un projet de construction de logements sociaux. Comment garantir que ces résidences restent sous le contrôle des « gens de souche » de la commune? Les autorités décident de ne pas permettre qu'un investisseur privé construise, mais en font un projet par la commune pour les gens de la commune. La distribution des logements se réalise par bouche-à-oreille, il est question d'éviter que des familles maghrébines ou des « cas sociaux » s'y installent. Un parti comme le FN au pouvoir légitimerait une telle stratégie de ségrégation géographique visant à garantir un entre-soi blanc. La réalité et les ambitions des habitants de la commune se conjuguent également bien avec les valeurs traditionnelles de famille: l'expérience montre que les familles maghrébines sont beaucoup moins souvent propriétaires que la moyenne. Leur seule chance d'accéder à la propriété d'immobilier se présente en cas de divorce quand une vente rapide ou aux enchères s'impose. D'où l'accent mis sur la stabilité conjugale dans ce village. On voit dans ces exemples d'études empiriques qualitatives comment l'offre FN séduit quelques groupes sociaux pour des raisons spécifiques et permet ainsi d'ancrer le choix électoral dans la vie quotidienne, dans des considérations professionnelles, pratiques, matérielles, personnelles et familiales.

La dernière dimension à prendre en compte et qui se trouve souvent évacuée dans les débats sont les enjeux de géopolitique depuis la période de la guerre froide. C'est ainsi qu'une partie des services de renseignement allemand, le Bundesnachrichtendienst (BND) a été construit, avec le soutien de la CIA, sur la base de compétences et sur des structures organisationnelles d'ex-SS, l'organisation Gehlen. Une commission d'historiens a récemment décrit ces structures dans le détail³². Au cours de la guerre froide, des armées secrètes ont été construites et maintenues dans une grande partie des pays d'Europe de l'Ouest. Leur fonction était de résister en cas d'invasion soviétique. L'hypothèse selon laquelle ils auraient également servi à contrer les mouvements communistes sur la scène nationale est plus contestée. Leur histoire reste difficile à évaluer du fait

³¹ Violaine. GIRARD, *Le vote FN au village. Trajectoires de ménages populaires du périurbain*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant (coll. « Sociopo »), 2017.

³² Jost DÜLFFER, (dir.), *Die Geschichte der Organisation Gehlen und des BND 1945 - 1968. Umriss und Einblicke ; Dokumentation der Tagung am 2. Dezember 2013*, Marburg, Unabhängige Historikerkommission zur Erforschung der Geschichte des Bundesnachrichtendienstes 1945 - 1968 (coll. « Studien / Unabhängige Historikerkommission zur Erforschung der Geschichte des Bundesnachrichtendienstes 1945 - 1968 »), 2014 ; Christoph RASS, *Das Sozialprofil des Bundesnachrichtendienstes. Von den Anfängen bis 1968*, Berlin, Ch. Links Verlag (coll. « Veröffentlichungen der Unabhängigen Historikerkommission zur Erforschung der Geschichte des Bundesnachrichtendienstes 1945-1968 »), 2016 ; Agilolf KEBELRING, *Die Organisation Gehlen und die Verteidigung Westdeutschlands. Alte Elitedivisionen und neue Militärstrukturen, 1949 - 1953*, Marburg, Unabhängige Historikerkommission zur Erforschung der Geschichte des Bundesnachrichtendienstes 1945 - 1968 (coll. « Studien / Unabhängige Historikerkommission zur Erforschung der Geschichte des Bundesnachrichtendienstes »), 2014.

que les archives restent closes pour une grande partie. On soupçonne que ces armées secrètes ont mobilisé, soutenu, entraîné et financé des groupes proches des extrêmes droites, des ex-SS, des personnalités en lien avec l'OAS et autres³³. Gladio a été officiellement dissolu en début 1990. Nous ignorons ce que sont devenues ces anciennes structures. Aujourd'hui, les enjeux géopolitiques sont différents, mais toujours existants. D'un côté, une influence russe est perceptible dans l'extrême-droite partout en Europe³⁴. D'un autre côté, avec la création de la fondation Bannon, les droites états-uniennes commencent à prendre pied et à s'intéresser à la scène européenne³⁵. S'il reste impossible d'évaluer avec quelque exactitude la nature et l'importance des forces « externes » ou sous-jacentes à l'œuvre, il paraît toutefois évident que les milieux et organisations de droite se retrouvent être un enjeu de géopolitique, hier comme aujourd'hui.

Conclusion

Parler de « peuple » et de « populisme » n'a pas la même signification en France et en Allemagne. Du fait des histoires nationales fortement divergentes quant à la période entre-deux-guerres-1945, les enjeux et les connotations liés à ces terminologies sont fondamentalement différents. Toutefois, dans les deux pays, le choix du terme « populisme de droite » s'est affirmé récemment pour désigner le FN et l'AfD. J'ai argumenté dans cet article que le concept « populisme » ne convient pas bien pour classer ces deux partis. Dans ma recherche en cours, je propose plusieurs issues à la question de savoir comment caractériser ces partis de façon plus adéquate.

Pour commencer, je constate que nous observons depuis quelques années l'émergence de divers courants de « restauration autoritaire » (« authoritarian restoration ») à l'échelle globale. Je traite le jihadisme d'un côté et les droites françaises et allemandes comme deux manifestations opposées de ce même courant autoritaire³⁶. Ceci répond à des débats en cours au sein des sciences sociales internationales³⁷.

Deuxièmement, le fait d'écrire prioritairement en langue anglaise permet de surmonter le dilemme du concept de « populisme de droite », souvent négocié en comparaison avec « extrémisme de droite ». Je préfère dans mes travaux actuels celui de « far right » (la « droite lointaine », si l'on veut). Ce concept rend compte du fait que le FN ou l'AfD se retrouvent dans un champ politico-organisationnel plus vaste, qui inclut des formes non partisans (cercles intellectuels, *think tanks*,

³³ Voir Wolfgang SCHOEN et Frank GUTERMUTH, *Gladio. Geheimarmeen in Europa*, Frankfurt/Main, tvschoenfilm, 2011 ; Daniele GANSER, *NATO's secret armies. Operation Gladio and terrorism in Western Europe*, London, New York, Frank Cass (coll. « Contemporary security studies »), 2005. Le dernier, en particulier, a été accusé de promouvoir des théories de conspiration anti-américaines, voir notamment Ganser Olav RISTE, « "Stay behind", a clandestine Cold War phenomenon », *Journal of Cold War Studies*, tome 16, n° 16/4, 2014, p. 35–59.

³⁴ Rainer FROMM, *Putins völkische Fans. Europas Rechte auf Kreml-Kurs*, ARTE Plus 7, 2016 ; Patrick GENSING et Silvia STÖBER, *Pro-russische Netzwerke. Moskautreue Rechte*, 2016, <https://www.tagesschau.de/inland/neurechte-russland-101.html> (25 juillet 2018).

³⁵ Harriet ALEXANDER, « Steve Bannon announces plan for European foundation to back Right-wing political groups », *The Telegraph*, 21 juillet 2018 ; Jamie DOWARD, « Steve Bannon plans foundation to fuel far right in Europe », *The Guardian*, 21 juillet 2018.

³⁶ Wiebke KEIM, « The rise and strength of authoritarian restoration – constructing a comparative logic for research », dans Olivier GIRAUD et Michel LALLEMENT (dir.), *Decentring comparative analysis*, Brill, à paraître ; Wiebke KEIM, « Authoritarian restoration », dans Ari SITAS, Wiebke KEIM, Sumala DAMODARAN, Nicos TRIMIKLINIOTIS, Faisal GARBA et Amrita PANDE, (dir.), *op. cit.* note 18.

³⁷ Voir notamment les contributions à Heinrich GEISELBERGER, (dir.), *The great regression*, Cambridge, Polity Press, 2017.

fondations, sources de financement, mouvements de jeunesse, scène de production culturelle, groupes et groupuscule, parfois violents et armés, aux échelles locales et régionales, liés éventuellement entre eux au sein de réseaux nationaux ou transnationaux, alliances politique au niveau de l'Europe, etc.). Afin de bien comprendre le fonctionnement, l'attractivité et les soutiens de ces partis, il est nécessaire d'aller au-delà du cadre partisan et de prendre en compte ce champ d'activité plus large.

Le concept de « far right » permet également de surmonter les abîmes existants entre recherches sur les partis, la face visible et légitime d'une part, qui préfèrent parler de « populisme » ; et les réalités traitées sous le label « d'extrémisme » ou de « radicalité » d'autre part. Le FN sous Marine Le Pen a bien réussi sa dédramatisation en niant tout lien avec les milieux « radicaux ». La police, la justice, les médias présentent souvent les acteurs de violences motivées par une idéologie d'extrême droite comme des individus marginalisés, sans perspective, non spécialement intelligents, clientèle typique du travail social plus que sujets d'un débat politique. Il me semble, tout au contraire, qu'il faut davantage intégrer ces différentes traditions de recherche afin de cerner le problème dans toute son ampleur.

Finalement, le concept de « far right » permet également de rendre compte de l'influence des partis en question sur la scène politique de leurs pays. Ils ont en effet eu un fort impact sur le débat public, sur la droite conservatrice et même sur la gauche — pensons à la manière dont la crise de réception de réfugiés a été discutée. Pensons encore au fait qu'existe aujourd'hui en France un « Ministère de l'Intérieur, de l'Immigration et de la Laïcité » et en Allemagne un « Ministère de l'Intérieur, de la Construction et de la *Heimat* » (Ministerium des Inneren, für Bau und Heimat). Les polémiques autour de la « laïcité » en France, notamment, attestent bien du pouvoir idéologique du FN à imposer sa vision des choses à l'échelle nationale. Le FN a pu « réinterpréter de manière réactionnaire des thèmes qui ont été largement portés par la gauche (comme la laïcité par exemple, qui peut se comprendre comme logique d'émancipation individuelle, mais aussi comme logique d'injonction à la conformité) »³⁸. Le message a été entendu dans un public large en France : l'Islam est incompatible avec les valeurs de la République³⁹. « Far right » désigne ainsi un ensemble de formations idéologiques et de structures organisationnelles qui portent une certaine idéologie au sein de la société au sens large, puis de l'arène politique nationale et européenne.

Finalement, je propose de caractériser l'orientation idéologique et organisationnelle de ces partis de post-fasciste. Le concept de post-fascisme permet tout d'abord de rappeler l'héritage historique des partis en question. Par ailleurs, une analyse comparative révèle que tous les éléments du fascisme ne sont plus présents dans les partis actuels du « far right ». Notamment, leur nationalisme n'est pas le même que dans la période de l'entre-deux-guerres. Plutôt, ils conjuguent plusieurs niveaux d'un entre-soi blanc, culturel, racial, puis d'un nationalisme orienté contre l'Union européenne. Le paramilitarisme n'est pas, aujourd'hui, une forme d'organisation importante. L'aspect de transcendance de conflits de société fondamentaux et menaçants a disparu⁴⁰. Les partis actuels et leur entourage ne constituent qu'un calque appauvri du fascisme historique. Finalement, le concept de post-fascisme attire notre attention sur le fait que ces partis et leurs idéologues ne peuvent contourner l'histoire fasciste. L'AfD en particulier souffre du passé allemand qui l'empêche

³⁸ Marc JACQUEMAIN, « Europe : l'extrême droite nouvelle est arrivée », *Démocratie*, Mai 2011, p. 1–3, p. 3.

³⁹ Pascal PERRINEAU, « Montée en puissance et recomposition de l'électorat frontiste », *Pouvoirs*, tome 157, n° 157/2, 2016, p. 63–73.

⁴⁰ Voir pour un argument plus élaboré Wiebke KEIM, « The rise and strength of authoritarian restoration – constructing a comparative logic for research », dans Olivier GIRAUD et Michel LALLEMENT (dir.), *op. cit.* note 36.

de devenir un parti politique de la droite lointaine comme les autres. Le grand souci qui hante les penseurs et dirigeants du « *far right* » allemand est le fait que le passé national-socialiste est une réalité et que la Shoah ne peut être niée. Leurs « jeux de mots » douteux, leur humour maladroit, outre le fait d'attirer à coup sûr l'attention des médias et du public, expriment leur frustration à ne pas pouvoir rayonner pleinement sur la scène politique du pays à cause de ce passé. Le concept de post-fascisme englobe donc la manière dont les acteurs en question sont eux-mêmes réflexifs quant à la période fasciste et se doivent de trouver des moyens de se (re)positionner par rapport à celui-ci.